

**Problématique de l'intégration de l'agriculture
du Sud-Kivu (RDCongo) dans la Communauté
Economique des Pays des Grands Lacs**

**Par
Prof. VWIMA Stany**

Plan de la présentation

- Introduction
- Milieu d'étude et méthodologie
- Problématique de l'intégration régionale dans la CEPGL
- Politiques agricoles régionales et sécurité alimentaire dans les pays CEPGL
- L'intégration de l'agriculture du Sud-Kivu dans la CEPGL : contexte et pari perdu d'avance
- Vers une intégration de l'agriculture du Sud-Kivu dans la CEPGL : Conclusion et perspectives

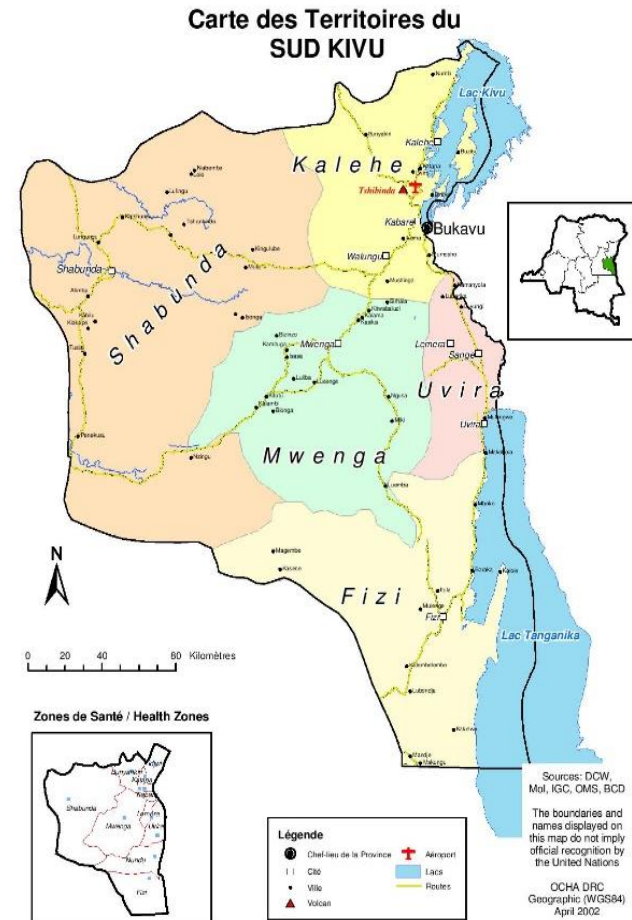
I. Introduction

- Rôle majeur de l'agriculture
- La dépendance alimentaire de la province du Sud-Kivu/RDC
- Pourtant, la province du Sud-Kivu, est en particulier l'une des provinces de la RDC à forte pénétration agricole dans les activités économiques.
- Le secteur agricole dans la province du Sud-Kivu est caractérisé par
 - une faible productivité
 - affronte de fortes contraintes d'ordre sécuritaire, techniques, économiques et institutionnelles, rendant problématique sa relance et son positionnement dans le commerce sous régionale notamment dans l'espace CEPGL

I. Introduction

- Dans ce sens, il est utile de se questionner sur la problématique de l'insertion à l'état actuel du secteur agricole du Sud-Kivu dans l'espace CEPGL en vue de tirer profit du marché potentiel offert par ce regroupement économique où la RDC occupe une place stratégique.
- Il sera alors question:
 - de critiquer le positionnement de la RDC en général et de la province du Sud-Kivu en particulier dans la Communauté Economique des Pays de Grands Lacs,
 - élucider les contraintes du secteur agricole du Sud-Kivu et de proposer les pistes de solutions pour pallier à ce problème.

II. Milieu d'étude et méthodologie:



Limite:

- à l'Est par la République du Rwanda dont elle est séparée par la rivière Ruzizi et le lac Kivu, le Burundi, la Tanzanie, séparés du Sud-Kivu par le lac Tanganyika.
 - Au Sud-Est, la province de Tanganyika.
 - Au Sud-Ouest et au Nord-Ouest : la province de Maniema
 - Au Nord par le Nord-Kivu
- Superficie : 69.130 Km²
Population: 3.500.000 hab.

Méthodologie

- Données secondaires: livres, articles, rapports officiels, les rapports de ONGs, ...
- Bases des données de la FAO, BM,
- Statistiques des IPAPEL, INS,...

III. Problématique de l'intégration régionale dans la CEPGL

Plusieurs auteurs soutiennent:

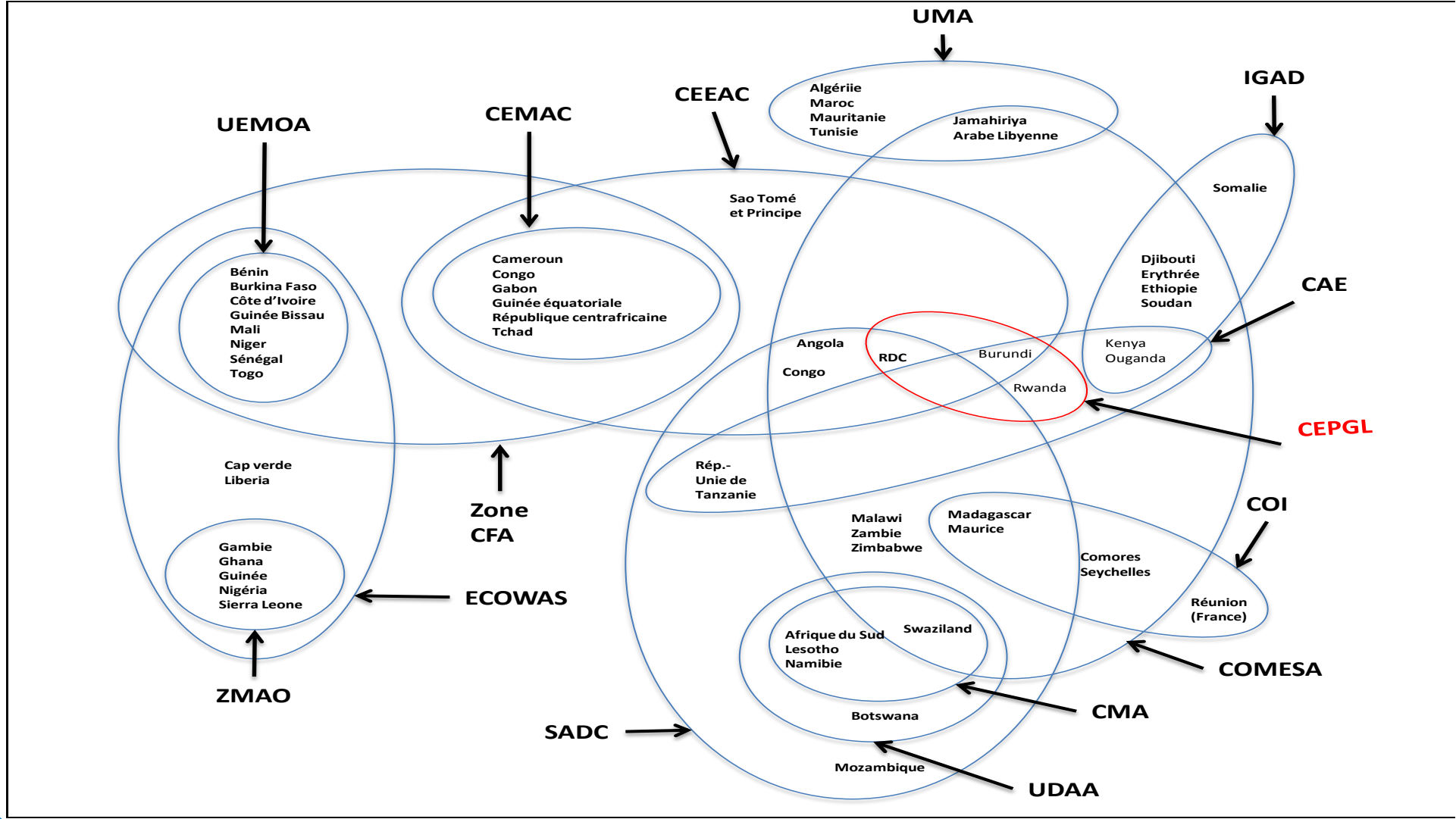
- Avantages du libre échange: classique (Smith, Ricardo, J.B. Say, HOS, ..., néo-classique (Edgeworth, Meade,...), la nouvelle théorie (Paul Krugman,...)
- Relation entre l'intégration économique régionale et la réduction des différentes contraintes liées aux infrastructures, coût de transaction du commerce régional
- .Relation entre intégration économique régionale et le passage d'une économie de guerre vers une économie de paix.

- En juillet 2007, le Burundi, le Rwanda et la RDC ont décidé de relancer la CEPGL et de démarrer effectivement ses activités:

Objectifs: redynamiser le cadre de dialogue politique et redynamiser l'intégration économique

- Il reste encore beaucoup à faire pour l'intégration économique:
 - Conçue dans la précipitation pour soutenir la paix sans tenir compte des capacités productives de chaque pays et les relations socio-politico-économiques sont encore fragiles
 - Des problèmes internes rendent de plus en plus difficile l'intégration régionale: la corruption en RDC et le Burundi. Le Rwanda doit toujours faire face à des tensions politiques croissantes et menaces des guerres en provenance des militaires de l'ancien régime, actuellement en exil dans les pays voisins.
 - l'accès de ces pays aux marchés de l'Est de la RDC suite aux problèmes foncier, de surpopulation, de migration,
 - Gestion des ressources communes (gaz du lac Kivu, électricité de SINELAC et EGL, les poissons du lac Tanganyika,...)
 - Tarification différente pour chaque pays et présence des barrières douanières et non douanière
 - dans les textes des projets de développement et d'intégration régionale, il n'y a pas de place pour le secteur informel
 - Les efforts de facilitation du commerce frontalier sont beaucoup plus observés au Rwanda qu'en RDC et Burundi (doing Business)
 - Appartenance des pays à plusieurs groupements régionaux dont certains n'arrivent pas à honorer leurs obligations financières à temps auprès de ces différentes communautés.

Figure 1 : Place des pays de la CEPGL dans les groupements régionaux africains



Source : tracé à partir du Rapport de CNUCED sur le développement économique en Afrique 2009 : renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique.

IV. Politiques agricoles régionales et sécurité alimentaire dans les pays CEPGL

- Au niveau sous-régional, les interventions de la CEPGL dans le domaine agricole sont encore très timides et inefficaces
- l'offre des services de l'IRAZ créé le 09 décembre 1979 avec comme objectif d'assurer «la sécurité alimentaire et l'équilibre nutritionnel de la région », est encore très limitée pour couvrir la demande de la région à cause de problème financier
- la redynamisation complète de l'IRAZ par les pays membres reste encore hypothétique aussi longtemps que les instituts de recherche de chaque pays membre souffrent encore des mêmes problèmes financiers. C'est le cas de l'INERA (RDC), ISAR (Rwanda), ISABU (Burundi)
- BDEGL (Banque de Développement des Etats des Grands Lacs) qui a fermé

Connection à d'autres politiques agricoles comme celle de PDDAA (NEPAD)

- En RDC où le budget national alloué à l'agriculture n'a jamais dépassé 3% (inférieur à 10% fixé par le PDDAA) alors que le Burundi et le Rwanda l'ont dépassé depuis longtemps
- superficies irriguées faibles par rapport aux superficies cultivées sont encore faibles, 0,2% des superficies cultivées irrigués en RDC, 0,8% au Rwanda et 1,9% au Burundi, contre 3,9% des superficies cultivées irriguées en Afrique Sub-saharienne.
- L'intensification agricole est faible: 5,4 Kg, 2,5kg et 10,8 kg d'engrais sont utilisés par hectare de terres arables respectivement au Burundi, en RDC et au Rwanda
- l'accès au marché par les agriculteurs pose encore problème: amélioration des climats des affaires (doing business),
- les infrastructures (les routes pavées, parmi lesquelles on trouve de moins en moins les routes de desserte agricoles, représentent en 2004, 1,82% en RDC, 19% au Rwanda et 12,9% au Burundi des routes totales respectivement dans les trois pays

V. L'intégration de l'agriculture du Sud-Kivu dans la CEPGL : contexte et pari perdu d'avance

V.1. Aperçu sur le rendement des produits agricoles du Sud-Kivu

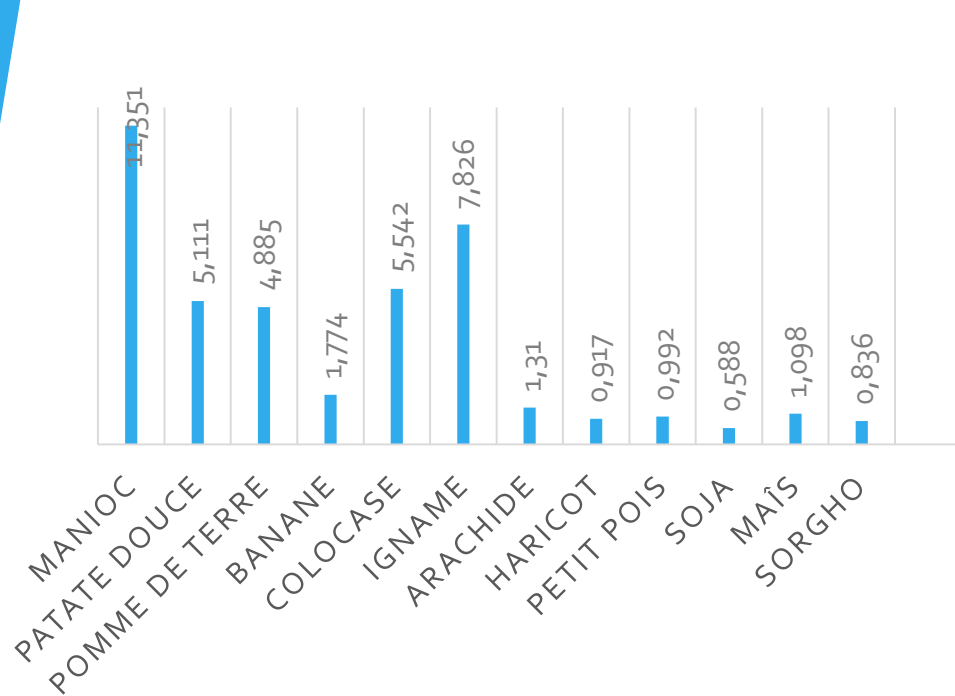


Figure 1 : rendements de quelques cultures vivrières (T/ha)

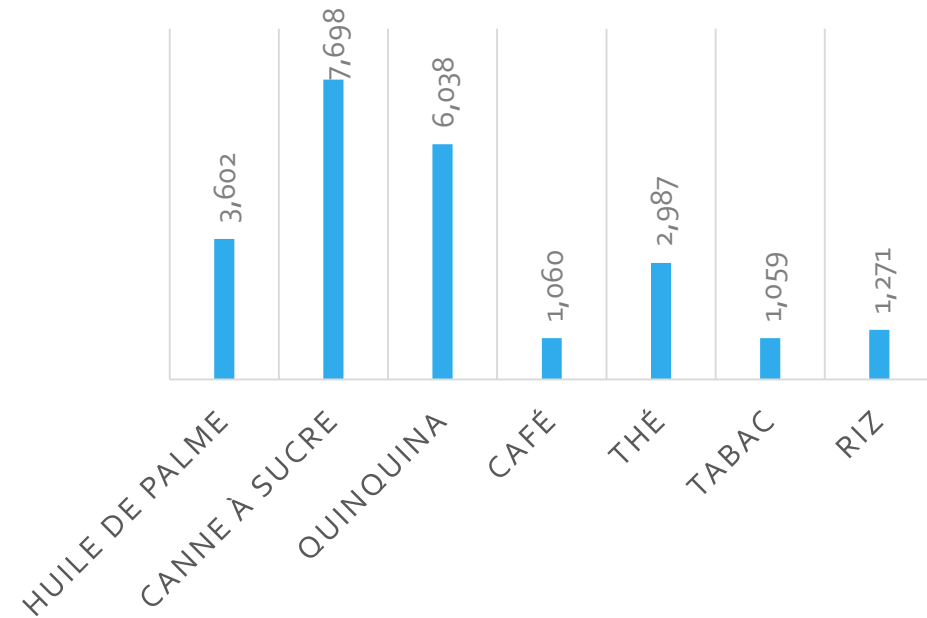


Figure 2 : rendements des cultures industrielles et de rente (T/ha)

Cultures vivrières

- Culture d'autoconsommation: Le degré d'autoconsommation des produits vivriers au Sud-Kivu en 2013 a atteint plus de 50% pour la pomme de terre, plus de 99% pour le maïs, plus 66% pour de manioc et patate douce, plus de 41% pour le haricot
- problème foncier, la démographie (taux de croissance de 3,3% par an) et la présence des maladies et ravageurs
- Plus 86% des exploitations agricoles au Sud-Kivu ont une superficie ne dépassant pas 0,45 ha
- la province du Sud-Kivu a été déficitaire dans les différents aliments de base comme le maïs (201.451 tonnes de déficit), cossettes de manioc (33.147 tonnes de déficit), le riz (168.484 tonnes de déficit), le haricot (137.246 tonnes de déficit) et l'arachide (83.299 tonnes de déficit)
- Problème de stockage des produits et accès difficiles aux intrants agricoles
- Dépendance alimentaire

Les cultures de rentes

- le vieillissement des plantations et dégénérescences des semences,
- l'accès au foncier par les paysans et surtout les femmes,
- substitution de plus en plus des cultures industrielles par les cultures d'autosubsistances,
- le manque d'énergie et la fermeture de plusieurs industries de transformation, les guerres et l'insécurité, l
- Les fluctuations des cours mondiaux de café et de thé,
- les services de l'Etat travaillant dans ces domaines fonctionnent dans les conditions économiques et financières difficiles,
- le caractère informel et frauduleux de la vente des produits comme le thé et le café vers les pays voisins (Rwanda, Burundi).

Etat de lieux des infrastructures

- Le diagnostic des routes de desserte agricole réalisé par l'Office de Route en 2015, fait un état de 222 km sur 1884 km (soit 11,8%) des routes asphaltées. Parmi ces routes asphaltées, seulement 149 km soit 67,1% est en bon état.
- Coût de transaction élevées

Etat de lieu des entreprises agro-industrielles au Sud-Kivu

N°	Nom de l'entreprise	Localisation	Produits fabriqués	Etat
1	Plantation Nyamulinduka	Walungu	Usine de thé	Non fonctionnel
2	Plantation Mbayo, Lemera	Uvira	Usine de thé	Non fonctionnel
3	Usine de Kiringye	Uvira	Huilerie et rizerie	Non fonctionnel
4	Huilerie de Kitutu	Mwenga	Huile de palme	Non fonctionnel
5	Huilerie de Matili	Shabunda	Huile de palme	Non fonctionnel
6	Rizerie de Matili	Shabunda	Riz	Non fonctionnel
7	Minéral Hongo	Kabare	Eau gazeuse	Non fonctionnel
8	Sucrierie de Kiliba	Uvira	Usine de sucre	Non fonctionnel
9	ESTAGRICO (cotonnière du lac)	Uvira	Agro-industrie	Non fonctionnel
10	plantation Irabata	Walungu	Usine de thé, quinquina, boisement	Non fonctionnel
11	Boulangerie Alpha	Bukavu	Fabrication de pain	Non fonctionnel
12	Bralima	Bukavu	Bière Primus et autres produits	Fonctionnel
13	Pharmakina	Bukavu	Quinine, ARV	Fonctionnel
14	Sojuf	Bukavu	Jus de passiflore	Fonctionnel
15	Centre Olame	Bukavu	Biscuit Masoso	Fonctionnel
16	Boulangeries (Ideal, Pain d'or, Super pain, kaboyi, la providence, pain royal, économat général)	Bukavu	Pains	Fonctionnel
17	Mugote	Bukavu	Eau minérale	Fonctionnel
18	Jardin Théicole de Mbayo	Kabare	Usine de thé	Fonctionnel
19	Bio-Kivu	Bukavu	Usine des produits laitiers	Fonctionnel

- Presque 60% ont fermées
- Problèmes: zairianisation et radicalisation, les guerres, la mauvaise gestion, difficultés d'atteindre les zones de consommation à cause de mauvais état des routes, vieillissement des plantations

Environnement institutionnel

- Au Sud-Kivu, l'intervention de l'Etat dans le secteur agricole reste timide
- La recherche: INERA appuyé par SENASEM, SENAFIC, SNV
- Infrastructures de base : Office de route, service national des routes de dessertes agricole (SNRDA)
- **ces services, comme reflets de toute la déliquescence de l'administration publique du pays, ne sont pas dotés des moyens financiers et humains pour leur fonctionnement et sont abandonnés à eux-mêmes**
- Universités (UEA, UCB, ISDR)
- Centre des recherches internationaux: IITA, Haverst plus
- **Manque de collaboration des Institutions de recherche et d'autres institutions occasionnant des impacts marginaux**
- **Le crédit agricole quasi-inéxistant (émergence d'un secteur des microcrédits mais l'offre est de loin inférieur à la demande agricole (moins de 2%) et sont entrain de fermées**



Environnement politique du secteur agricole en RDC et Sud-Kivu

- Politiques agricoles en RDC non mises en pratiques et non adaptées
- Plus de 24 politiques et programmes depuis 1960 mais sont restées au niveau du tiroir:
- La note de politique agricole
- Est-ce que la décentralisation constituera une solution: qu'elle soit d'abord effective
- La structuration paysanne: renforcement de capacités et la recherche des moyens financiers

Vers une intégration de l'agriculture du Sud-Kivu dans la CEPGL : Conclusion et perspectives

- **Sécuriser et stabiliser l'environnement économique et social pour permettre aux populations de se projeter dans l'avenir**
- Restauration des infrastructures, de la paix sur toute l'étendue de la province pour assurer les acteurs : diminution de coût de transaction par les infrastructures et produire plus en encourageant une libre circulation de bien et des personnes « intégration bottom up ».
- Un environnement favorable aux investissements et la lutte contre la corruption au Sud-Kivu sont nécessaires: amélioration des climat d'affaire (taxes, corruption,...



- **Investir dans le secteur agricole**

- Financement du secteur agricole, un élément clé de la relance de l'agriculture de la province du Sud-Kivu
- Le développement de l'agriculture passe par la levée des contraintes structurelles dont le foncier
- Renforcement du Partenariat Public-Privé (PPP): diversité d'acteurs pour soutenir le commerce sous régional et l'intégration régionale : penser à l'aide pour le commerce sous régional
- Autosuffisance comme bien public particulièrement pertinent au Sud-Kivu à long terme: « **produire à moins chers pour aussi exporter et non importer c'est que nous pouvons produire à moins cher** ». C'est à ce prix qu'on peut atteindre l'autosuffisance alimentaire et réaliser le gain durable à l'échange qui contribuera au développement du pays



Merci pour votre attention